

Région par région, les migrations liées au réchauffement climatique

Un rapport décortique la mécanique environnementale qui pourrait jeter 200 millions de réfugiés sur les routes



Ce sont des cartes qui font froid dans le dos. Dans un rapport rendu public, mercredi 10 juin, par l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'université des Nations unies, l'ONG Care et le Centre pour un réseau international d'information en sciences de la terre de l'université de Columbia dessinent la multiplication des migrations forcées liées aux dérèglements de l'environnement.

D'ici cinquante ans, le changement climatique va jeter sur les routes 200 millions de réfugiés privés de toit et de moyens de subsistance, provoquant effondrement social et explosions de violence dans les pays concernés. Dans les seuls deltas du Mékong, du Gange et du Nil, densément peuplés, une élévation du niveau de la mer de 1 mètre chasserait 23,5 millions d'habitants et engloutirait au moins 1,5 million d'hectares de terres agricoles.

L'intérêt principal de ce rapport est de décortiquer, région par région et cartes à l'appui, la mécanique environnementale qui conduit à ces migrations pour mieux envisager comment les prévenir ou les anticiper. Cartes et commentaires croisent les grands centres urbains et les bassins de population, les types de culture agricole et l'altitude avec les données illustrant l'évolution de la fonte des glaciers ou de l'érosion des sols, de la fréquence des cyclones ou de l'effondrement des précipitations, de la désertification ou des inondations.

" L'échelle et la portée des défis que nous affrontons sont sans précédent ", prévient le rapport, selon lequel " nos réponses actuelles au changement climatique détermineront si la migration sera un choix parmi un éventail plus large de stratégies d'adaptation ou si les déplacements forcés seront un impératif vital, en raison de notre échec collectif à offrir des solutions alternatives ". Et les auteurs de prévenir : " Un relogement des réfugiés écologiquement, socialement et économiquement durable et conforme aux exigences des droits de l'homme risque d'être coûteux. (...) La communauté internationale doit entamer de sérieuses discussions sur la façon dont elle compte faire face à ses devoirs. "

Il y a en effet urgence. Les éco-réfugiés seraient déjà entre 25 et 50 millions selon les estimations, fuyant sécheresses, ouragans ou inondations. Et des Maldives aux Kiribati ou en passant par les îles Carteret, la fuite des hommes face à la montée des océans a déjà commencé.

Grégoire Allix

© Le Monde